



Il est plus que temps de décider et de construire une lutte unitaire et déterminée.

On ne change pas une politique qui perd.

Qui perd des électeurs. Qui perd des salariés.

Qui lamine les droits sociaux. Qui ne remplace pas un départ à la retraite sur deux dans les services publics. Qui fait payer la crise du système capitaliste et la crise bancaire aux salariés et aux usagers des services publics. Qui veut maintenant s'attaquer aux retraites.

Le président de la République qui se vantait que, dorénavant, on ne percevait plus quand les salariés se mettent en grève, qui a fait voter le traité de Lisbonne par le congrès du parlement quand le peuple l'a rejeté, vient de recevoir deux désaveux consécutifs : dans les urnes et dans la rue par 800 000 manifestants. Qu'à cela ne tienne : il continue sans rien changer. Il ne change pas, en effet.

Son mépris de l'opinion populaire est royal. Son souci constant de satisfaire les désirs des patrons et les banquiers est vassal.

Dans le genre mépris des peuples, s'il apparaît nettement qu'il n'existe pas d'Europe solidaire et démocratique, la Grèce s'en aperçoit concrètement.

Eschyle a rendu immortel le mythe de Prométhée qui modela les hommes et leur insuffla la vie avant de leur apprendre le feu. Zeus s'en offensa et condamna le Titan à être enchaîné sur le Caucase et à ce qu'un aigle lui dévore chaque jour le foie.

Les vautours « libéraux » du conseil de l'Europe veulent manger le foie des Grecs. Les banquiers traînent les pieds pour les aider à sortir de la crise et leur proposent des taux usuraires pour leur prêter 16 milliards d'euros alors qu'ils ont bénéficié presque gratuitement de centaines de milliards d'euros lors de la période aiguë de la crise financière.

Ils imposent, avec le conseil européen, des « mesures additionnelles » qui sont en fait des mesures dramatiques d'austérité : pression sur les salaires, pression sur le temps de travail, pression sur les conditions de travail. Pression sur les services sociaux et les services publics, pression sur les retraites. Ils affirment la primauté du financement de la dette publique par les marchés financiers, ce qui ne peut qu'aggraver les choses et rendre encore plus dures les politiques de « rigueur » imposées.

Enfin, il faut ajouter ce qu'Attac décrit comme une rupture historique : empêtrée dans ses propres exigences libérales qui lui interdisent de faire fonctionner une véritable solidarité politique, et moins encore une solidarité avec les peuples, la zone euro fait appel au FMI pour « participer » au règlement de ses problèmes financiers. Le FMI exige qu'une place plus grande soit faite aux marchés financiers. Il préconise, « pour contenir la pression que le vieillissement de la population exerce sur les budgets » de « redonner des objectifs plus ambitieux à la maîtrise des finances publiques en mettant l'accent sur la réduction des finances publiques ».

On se souvient des résultats des mêmes recommandations en Hongrie, en Roumanie, en Pologne, dans les Etats baltes pour ne rester qu'en Europe.

C'est cette politique que les chefs d'Etat européens veulent imposer aux peuples européens sous couvert de la fatalité de la crise et au prétexte qu'il n'y a pas d'autre solution. C'est cela que Sarkozy a derrière la tête maintenant que les élections (une formalité) sont passées et qu'il a annoncé qu'il ne changeait rien.

Un des principaux instigateurs de ces choix s'appelle en effet Sarkozy. Le 25 mars dernier, le général Jones, conseiller à la sécurité nationale du président des Etats-Unis, déclarait à la presse française : « Si quelqu'un peut être à la droite des Etats-Unis, ce n'est pas une mauvaise chose. Les choses sont claires, nous savons exactement ce que pense le président Sarkozy... »

Ce même Sarkozy arrive mardi dans un pays qui vient de créer un système de sécurité sociale, qui vient de créer pour 2013 une taxe de 3,8 % sur les gains des Etats-Uniens les plus fortunés, sur leurs plus-values, sur leurs dividendes et sur les intérêts qu'ils touchent. Les dividendes sont intégrés dans les revenus ordinaires et les entreprises paieront l'impôt sur la part des bénéficiaires redistribués. On constate que ces mesures qui n'ont rien de révolutionnaire sont possibles dans le pays-même du capitalisme.

En France, le président a répété qu'il n'était pas question de remettre en cause le bouclier fiscal. Pas question non plus de récupérer les dizaines de milliards d'euros d'exonération de cotisations sociales dont bénéficient les plus gros patrons.

Les discussions sur les retraites devraient s'ouvrir dans quelques jours. L'intersyndicale nationale se réunit mardi. Nombreux sont ceux qui pensent qu'un troisième tour social, bien engagé déjà par les 800 000 manifestants du 23 mars, est indispensable.

Un colloque national FSU-CGT s'est tenu hier samedi à Toulouse.

Il est temps, largement temps de rassembler tous ces éléments favorables à la construction d'un mouvement syndical revendicatif puissant, coordonné, sur la durée.

Cela présente un caractère indispensable dont chacun doit prendre conscience, si on veut espérer, au minimum, sauver les meubles, mais, bien mieux, commencer à construire le paysage social à la hauteur des besoins des populations.

Souvenons-nous que Prométhée fut finalement délivré par Héraclès, pendant ses 12 travaux.

U&A FSU 64, le 28 mars 2010